

Subject File
Technical Assistance

30-01 - Monetary Council - Advisory and Operational Services - Annex

26/05/1963 - 03/03/1964

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

SC
Code Cable

UN ARCHIVES

SERIES S-0728

BOX 12

FILE 4

ACC. DAG-13/1.61.0.0

Léopoldville, le 3 mars 1964

Circulaire n° 173

Brook 222
8

- Aux Banques agréés,
- Aux Importateurs,
- A la Douane,
- A la Sté Congolaise de Surveillance

" Autorisation d'Achat " concernant l'Aide Financière Américaine.
(Référence circulaire n° 169).

1) Numéros des "P.A.", objet, montant et désignation des banques.

<u>n° du "P.A."</u>	<u>Marchandises autorisées</u>	<u>Montant en \$ USA</u>
660-8913-000-355-4203	Pneus tous terrains et chambres à air	250.000 \$
660-370-000-355-4204	Médicaments et Produits pharmaceutiques (parti- culièrement prescriptions, antibiotiques, vaccins et sérum)	500.000 \$
660-000-355-4205	Machines et équipement pour travaux publics	2.500.000 \$

Désignation des banques

<u>n° du "P.A."</u>	<u>Approved Applicant</u>	<u>Banque Américaine</u>
660-8913-000-355-4203	Crédit Congolais (Léo)	Bank of America
660-370-000-355-4204	Crédit Congolais (Léo)	Bank of America
660-000-355-4205	Banque Belge d'Afrique (Léo)	First National City Bank (New-York)

2) Caractéristiques.

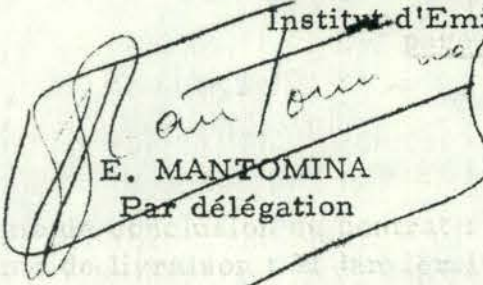
- A dater du 9 mars 1964, les "P.A." (Autorisations d'Achat) ci-dessus sont utilisables par tous les importateurs du Congo reconnus par l'OSB (Office of Small Business de l'A.I.D.) comme Agents Exclusifs, Distributeurs ou Représentants d'un fabricant ou fournisseur Américain pour les marchandises autorisées par ces "P.A."
- Les demandes de licences d'importations et d'ouverture de crédits documentaires ne pourront être introduites auprès de la Banque "Approved Applicant" avant le 9 mars 1964.
- Les demandes de licences doivent être accompagnées d'une photocopie de la lettre de dérogation de l'OSB reconnaissant à l'importateur la qualité d'Agent exclusif, distributeur ou représentant d'un fabricant ou fournisseur Américain pour les marchandises autorisées par les dits "P.A."
- La procédure à suivre est celle prévue par la circulaire n° 169.

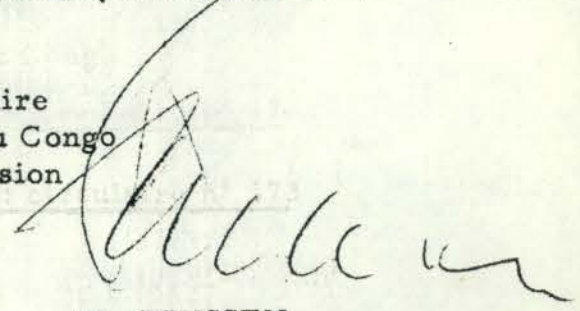
./...

- Date extrême de conclusion du contrat : 31 juillet 1964.
- Date extrême de livraison : 31 janvier 1965.
- Les factures pro forma antérieures à la date du 9 mars 1964 doivent être confirmées par le fournisseur ou son représentant ayant établi la facture pro forma.
- Les fournisseurs indiqueront sur les factures pro forma qu'ils s'engagent à livrer les marchandises endéans le délai fixé par le "P.A."
- Seules les marchandises faisant l'objet d'un "P.A." peuvent être importées dans le cadre de l'Aide Financière Américaine. Chaque "Approved Applicant" est en possession des renseignements concernant les articles autorisés.

Léopoldville, le 3 mars 1964

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission


E. MANTOMINA
Par délégation


W. JANSSEN
Président-Gérant

ANNEX 30-01
Léopoldville, le 2 mars 1964

Circulaire n° 172

- Brophy 222*
- Aux Banques agréées,
 - Aux Exportateurs,
 - A la Douane,
 - A la Société Congolaise de Surveillance.
-

PLAN GENERAL
=====

INTRODUCTION

- 1) Législation
- 2) Définitions
- 3) Terminologie

CHAPITRE 1. - LES EXPORTATIONS

SECTION 1. - DISPOSITIONS GENERALES

1. - FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

- A) Introduction d'un modèle "E" auprès d'une banque agréée
 - 1) Etablissement du modèle "E"
 - 2) Introduction du modèle "E"
 - a) règle générale
 - b) dérogation
- B) Autres documents à remettre à la banque agréée
 - 1) Copies du contrat de vente, du certificat de qualité ou du bulletin d'analyse.
 - 2) Certificat de l'Office du Café Robusta.
 - 3) Autorisation.
 - 4) Documents de transport.

2. - VALIDATION DES MODELES "E"

- A) Organismes habilités à valider les modèles "E"
 - 1) Validation d'office
 - 2) Validation soumise à l'autorisation de l'Office des Licences
 - B) Formalités de la validation
 - C) Effets de la validation
 - D) Destination des volets
 - E) Durée de validité
 - F) Prorogation
- ./...*

3.- CONTROLE DES PRIX

4.- FORMALITES A REMPLIR EN DOUANE

- A) Remise du volet jaune
 - 1) Règle générale
 - 2) Règle spéciale
- B) Déclaration d'exportation
- C) Remise du certificat de qualité ou du bulletin d'analyse
 - 1) Règle générale
 - 2) Règle spéciale

5.- PAIEMENT

- A) Paiement
- B) Crédit au bénéfice de l'exportateur
 - 1) Crédit dans le pays de l'exportateur
 - 2) Crédit à l'étranger
- C) Emargement des documents, attestation d'émargement et destination des volets.
 - 1) Emargement
 - 2) Attestation d'émargement
 - 3) Destination des volets
- D) Contrôle de l'encaissement de devises

6.- DEFAULT D'UTILISATION OU UTILISATION PARTIELLE DU
MODELE "E"

- A) Défaut d'utilisation
- B) Utilisation partielle

7.- RETROCESSION EN COMPTE "RESIDENT MONNAIE ETRANGERE"
OUVERT AU NOM DES EXPORTATEURS D'UNE QUOTE-PART DES
DEVISES RAPATRIEES

- A) Ouverture de comptes : Résident Monnaie Etrangère
- B) Fonctionnement des comptes "Résident Monnaie Etrangère"
 - 1) Crédit
 - a) Rétrocessions
 - b) Modalités d'application
 - 2) Débit
 - a) Quote-part librement utilisable, quote-part réservée et rétrocessions
 - b) Modalités d'application
 - (1) Quote-part librement utilisable
 - (2) Quote-part réservée
 - (3) Rétrocessions à d'autres firmes



SECTION 2. - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Par. 1. - EXPORTATION DE MARCHANDISES AVEC MISE EN
CONSIGNATION A L'ETRANGER

- A) Domaine d'application
- B) Etablissement du modèle "E"
- C) Validation par les banques agréées
- D) Durée de validité du modèle "E"
- E) Renseignements complémentaires
- F) Compte de vente

Par. 2. - EXPORTATION TEMPORAIRE

- A) Domaine d'application
- B) Introduction d'un modèle "ET" auprès d'une banque agréée
- C) Garantie bancaire
- D) Validation par l'Office des Licences
- E) Destination des volets

Par. 3. - VENTES INTERIEURES AVEC TRANSIT A L'ETRANGER

SECTION 3. - EXPORTATIONS NON SOUMISES AUX FORMALITES
DES DISPOSITIONS GENERALES OU PARTICULIERES

=====

A large, stylized handwritten signature in dark ink, located in the bottom right corner of the page. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke extending to the right.

INTRODUCTION

1) Législation

Décret-loi du 29 juin 1961 organisant le contrôle du change relatif au commerce extérieur et le contrôle du change en général.

2) Définition

Marchandise importée, marchandise exportée : une marchandise est considérée importée ou exportée dès que les formalités douanières sont accomplies.

Pays d'origine des marchandises : celui où elles ont été extraites, récoltées, produites ou fabriquées, ou encore le pays où les marchandises ont subi une transformation essentielle.

Pays de provenance des marchandises : celui d'où l'expédition des marchandises à destination du Congo a eu son point de départ initial.

Pays de destination des marchandises : celui vers lequel les marchandises sont effectivement dirigées et où elles doivent être livrées à leur destinataire réel.

Pays de l'acheteur des marchandises : celui où réside ce dernier.

Pays du vendeur des marchandises : celui où réside ce dernier.

Banques agréées : les banques et autres établissements financiers qui sont autorisés par la Banque Nationale à intervenir dans les paiements internationaux.

Liste des banques agréées :

1. - Banque agréée de droit

Banque Nationale du Congo et en attendant que celle-ci commence ses opérations le Conseil Monétaire,

2. - Banques agréées autorisées

Banque Belge d'Afrique,

Banque de Paris et des Pays-Bas,

Banque du Congo,

Crédit Commercial Africain,

Crédit Congolais,

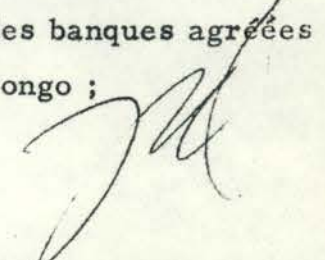
Société Congolaise de Banque.

3) Terminologie

Conseil Monétaire : Conseil Monétaire Administration Centrale de Léopoldville.

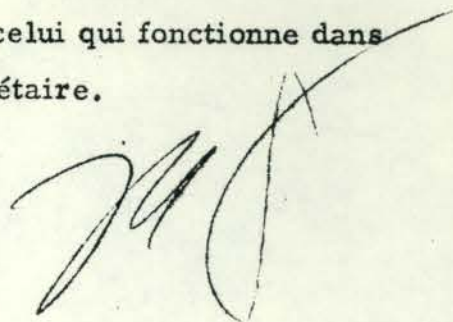
Conseil Monétaire, succursale de ... : Conseil Monétaire établi à Bukavu, Coquilhatville, Elisabethville, Luluabourg et Stanleyville ;

Agences du Conseil Monétaire : succursales ou agences des banques agréées qui représentent le Conseil Monétaire dans 16 villes du Congo ;



Office des Licences : Office des Licences de Léopoldville ;
Service provincial de l'Office des Licences : celui qui fonctionne dans
les succursales désignées par le Conseil Monétaire.

=====

A large, stylized handwritten signature in black ink, located to the right of the dashed line.

CHAPITRE 1. - LES EXPORTATIONS

SECTION 1. - DISPOSITIONS GENERALES

1. - FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Introduction d'un modèle "E" auprès d'une banque agréée

1) Etablissement du modèle "E"

Toute exportation est soumise à une déclaration dite "engagement de change" par laquelle l'exportateur s'engage à rapatrier les devises reçues en paiement.

Cette déclaration se fait sur un formulaire modèle "E" fourni par l'Office des Licences aux banques agréées et revendu par celles-ci au prix fixé par l'Office des Licences. Chaque modèle "E" comprend 5 volets de couleur différente : blanche, rose, verte, bleue et jaune.

Tout modèle "E" doit être dûment rempli et signé par l'exportateur.

Chaque modèle "E" est établi pour un prix FOB en devises convertibles et cotées par le Conseil Monétaire. Les frais connexes sont en effet à charge de l'importateur étranger, sauf dérogation spéciale du Conseil Monétaire (Office des Licences).

Un modèle "E" distinct doit être établi par connaissance, par pays de destination et par catégorie de marchandises. Sont considérées comme appartenant à la même catégorie de marchandises celles qui figurent sous le même numéro du tarif douanier. Seuls les quatre premiers chiffres du tarif douanier sont pris en considération.

La réexportation de marchandises du Congo vers l'étranger est soumise aux mêmes dispositions que celles réglementant l'exportation.

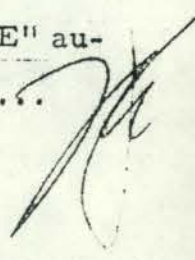
2) Introduction du modèle "E"

a) Règle générale

Toute exportation est soumise à l'introduction préalable d'un modèle "E" auprès d'une banque agréée.

b) Dérogation

L'introduction préalable d'un modèle "E" n'est pas requise lorsque l'exportation est faite par les ports de Boma ou de Matabi et qu'il s'agit d'une marchandise autre que l'ivoire. Toutefois, l'exportateur est tenu, dans ce cas, d'introduire, dans les 15 jours qui suivent les formalités douanières, un modèle "E" au-

. / . . .


près de la banque agréée au nom de laquelle il a établi les documents commerciaux. Cette dernière devra insérer la mention : "Exportation effectuée" dans la case "Remarque" située dans la partie inférieure gauche du formulaire. Elle indiquera également, les références du connaissance maritime ou des documents d'embarquement ou de transport. L'exportateur devra, d'autre part, mentionner sur le volet jaune du modèle "E" le(s) numéro(s) d'ordre de la "Déclaration d'exportation" figurant dans le coin supérieur de ce document ainsi que le bureau douanier par lequel la sortie de la marchandise a eu lieu.

B) Autres documents à remettre à la banque agréée

1) Copies du contrat de vente, du certificat de qualité ou du bulletin d'analyse.

Lors de l'introduction du modèle "E" l'exportateur est tenu de remettre à la banque agréée une copie du contrat de vente ou, à son défaut, une copie de la facture ainsi qu'une copie du certificat de qualité ou du bulletin d'analyse.

Le certificat de qualité est établi par la Société Congolaise de Surveillance. Pour les minerais, le certificat portera la mention : " Exempt de contrôle".

Cependant pour les exportations par les postes douaniers de l'Est, le certificat est délivré par d'autres organismes ou remplacé par un bulletin d'analyse :

- le certificat est délivré par l'Office des Produits Agricoles du Kivu (O.P.A.K.) pour les exportations de café Arabica, de thé, de quinquina, de pyrèthre ou d'huiles essentielles.
- Il est remplacé par un bulletin d'analyse établi par un laboratoire agréé pour toutes les autres exportations.

Le certificat de qualité dressé par la Société Congolaise de Surveillance ou par d'autres organismes est établi en 4 exemplaires. L'original et la 1ère copie sont destinés à la douane. Une 2ème copie est directement envoyée à l'Office des Licences, et la 3ème est remise à l'exportateur qui l'annexe au modèle "E".

La banque inscrit le numéro du modèle "E" sur la copie du certificat ou sur celle du bulletin d'analyse. Si le certificat n'a pas été établi, l'exportateur doit inscrire dans la case "Remarque" située à la partie inférieure du modèle "E" la mention :

./...

"la copie du certificat de qualité ou celle du bulletin d'analyse sera présentée ultérieurement par la Société Congolaise de Surveillance ou par un autre organisme.

2) Certificat de l'Office du Café Robusta

Pour les exportations de café Robusta, l'Office du Café Robusta (O.C.R.) établit, en outre, un certificat de qualité qu'il transmet aux banques agréées. Celles-ci s'assurent de la concordance des mentions reprises sur les modèles "E", avec celles figurant sur les certificats. Elles vérifient également que les prix indiqués correspondent aux prix courants.

3) Autorisation d'exportation

Lorsque l'exportation de la marchandise est soumise à autorisation, celle-ci doit être annexée au modèle "E".

4) Documents de transport

Dans l'hypothèse où le modèle "E" est validé après l'exportation, les compagnies de transport doivent faire parvenir directement à la banque agréée les originaux des connaissements établis à l'ordre de la banque intervenante ~~ou à l'établissement de ceux-ci.~~

Les compagnies de transport doivent établir les documents à l'ordre de la banque intervenante que l'exportation intervienne avant ou après la validation du modèle "E", sauf si la banque les en dispense.

2.- VALIDATION DES MODELES "E"

A) Organismes habilités à valider les modèles "E"

1) Validation d'office

Les banques agréées peuvent valider d'office les modèles "E" lorsque :

a) la marchandise n'est pas interdite à l'exportation et qu'il ne s'agit pas d'or ou de diamant.

La liste des marchandises interdites à l'exportation est publiée par le Ministère de l'Economie Nationale ou par les Services Provinciaux de l'Economie Nationale ;

b) l'autorisation d'exporter a été obtenue si la sortie de la marchandise est soumise à une telle formalité ;

c) le modèle "E" est dûment rempli et signé par l'exportateur ;

./...



- d) ~~l'exportateur s'engage à faire établir tous les documents~~
à l'ordre de la banque agréée intervenante et à les lui remettre, sauf dispense spéciale de celle-ci ;
- e) la marchandise a fait l'objet d'une vente ferme ;
- f) la marchandise est originaire du Congo ;
- g) les ~~banques~~ agréées se sont assurées que les prix mentionnés sur les modèles "E" correspondent aux prix des marchés internationaux.

2) Validation soumise à l'autorisation de l'Office des Licences

Lorsque toutes les conditions de la validation d'office ne sont pas remplies, les banques agréées doivent soumettre les modèles "E" à l'Office des Licences et solliciter de cet organisme l'autorisation de valider les documents.

Si l'Office des Licences marque son accord, il appose son cachet, signe le modèle "E" et le remet à la banque qui le lui a soumis afin que celle-ci procède à la validation. En cas de refus, il renvoie le modèle "E" à la banque agréée en justifiant sa décision.

B) Formalités de la validation

Les banques agréées doivent mentionner sur tous les volets du modèle "E" leur indicatif numérique, un numéro d'ordre, la date de la validation ainsi que la date extrême de validité. Elles valident le modèle "E" en y apposant leur cachet et leur signature.

C) Effets de la validation

Toute déclaration dite "Engagement de change" oblige l'exportateur à recevoir et à rapatrier le prix de la marchandise vendue dans les monnaie, délai et forme prévues sur le formulaire pour autant, en ce qui concerne les monnaies, qu'elles soient cotées par le Conseil Monétaire.

A défaut de rapatriement par l'exportateur, c'est la banque agréée qui a validé le modèle "E" qui en assume la pleine responsabilité à l'égard du Conseil Monétaire. A cet effet, elle doit retenir les documents relatifs à la marchandise afin de s'assurer, en cas d'impossibilité de rapatriement, la libre disposition de la marchandise. Elle se libère de cette responsabilité en remettant les documents établis à son ordre à l'Office des Licences.

./...



Dans le cas où l'Office des Licences a autorisé la banque agréée à valider un modèle "E", celle-ci n'est responsable que du rapatriement du prix indiqué sur le modèle "E".

Lorsque la réglementation permet de valider le modèle "E" après l'exportation et si cette validation est soumise à l'autorisation de l'Office des Licences, la banque agréée est responsable du rapatriement du prix indiqué sur le modèle "E" et l'exportateur doit justifier la différence auprès de l'Office des Licences.

D) Destination des volets

Les banques agréées transmettent à l'Office des Licences, sous couvert d'un bordereau numéroté, les volets bleus des modèles "E" validés, accompagnés des copies du contrat de vente ou à leur défaut des copies de la facture ainsi que de celles des certificats de qualité ou des bulletins d'analyse.

Elles gardent les volets rose et vert.

Elles font parvenir le volet blanc à l'exportateur ; si le modèle "E" a été introduit auprès d'une banque agréée avant l'exportation de la marchandise, elles lui transmettent également le volet jaune.

Si le modèle "E" a été introduit après l'exportation, le volet jaune est transmis à l'Office des Licences.

E) Durée de validité

La durée de validité des modèles "E" est de trois mois à partir de la date de validation ou à partir du jour de l'embarquement de la marchandise si le modèle "E" a été présenté à la validation après l'exportation. Ce délai peut-être prolongé dans des cas spéciaux avec l'accord préalable du Conseil Monétaire (Office des Licences).

F) Prorogation

Si à l'expiration du délai de validité, la marchandise n'a pas été payée en totalité ou en partie, la banque agréée qui a validé le modèle "E" peut à la demande de l'exportateur en solliciter la prorogation pour le solde auprès de l'Office des Licences.

./...



3. - CONTROLE DES PRIX

L'Office des Licences s'assure que les prix mentionnés sur les volets bleus des modèles "E" concordent avec ceux qui sont pratiqués sur les marchés internationaux pour les marchandises de même qualité. Au cas où l'Office des Licences ne marque pas son accord, il en avise l'exportateur par l'intermédiaire du banquier de ce dernier et le prie de relever les prix de la marchandise ou de justifier sa position.

4. - FORMALITES A REMPLIR EN DOUANE

A) Remise du volet jaune

1) Règle générale

L'exportateur est tenu de présenter à la Douane, lors de l'exportation, le volet jaune du modèle "E" validé. La Douane émarge ce volet et le transmet à l'Office des Licences.

2) Règle spéciale

Si l'exportateur n'a pas introduit de modèle "E" auprès d'une banque agréée, la Douane est autorisée à laisser sortir la marchandise lorsque :

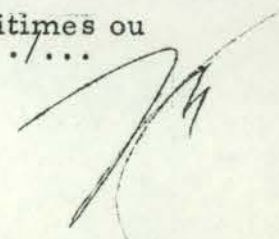
- a) la marchandise est admise à l'exportation et qu'il ne s'agit pas d'ivoire. Si l'exportation est soumise à autorisation, une copie de cette autorisation doit être présentée à la Douane.
- b) l'exportation s'effectue par les ports de Boma ou de Matadi.
- c) les connaissements maritimes ou les documents d'embarquement ou de transport sont établis à l'ordre d'une banque agréée. La Douane exige deux exemplaires non négociables du connaissement maritime ou des autres documents commerciaux et en transmet un à l'Office des Licences.

B) Déclaration d'exportation

La Douane fait signer à l'exportateur un document de sortie de la marchandise appelé "Déclaration d'exportation". Le document sur lequel figure notamment le numéro du modèle "E", la date extrême de validité ainsi que le nom de la banque agréée qui a validé le document est établi en 4 exemplaires.

La Douane en garde l'original ainsi qu'une copie à des fins statistiques ; elle remet une copie à l'exportateur et adresse la dernière à l'Office des Licences.

Si le modèle "E" n'a pas encore été validé, l'exportateur mentionnera sur la déclaration d'exportation le nom de la banque agréée au nom de laquelle il a établi les connaissements maritimes ou

.....


les documents d'embarquement ou de transport.

C) Remise du certificat de qualité ou du bulletin d'analyse

1) Règle générale

Lors de l'exportation, la Société Congolaise de Surveillance transmet à la Douane l'original et une copie du certificat de qualité qu'elle a établi.

Après s'être assuré que la marchandise correspond bien aux indications des certificats, la Douane vise ces derniers et les remet à la Société Congolaise de Surveillance. Celle-ci en conserve l'original et en adresse la copie à l'Office des Licences.

2) Règle spéciale pour les exportations par les postes douaniers de l'Est

Pour les exportations par les postes douaniers de l'Est, c'est l'exportateur qui transmet le certificat ou le bulletin d'analyse à l'Office des Licences après l'avoir fait viser par la Douane lors de la sortie de la marchandise.

5. - PAIEMENT

A) Paiement

Les exportations sans paiement sont interdites sauf accord préalable du Conseil Monétaire (Office des Licences).

Toute exportation doit donner lieu à un paiement en une monnaie étrangère convertible et cotée par le Conseil Monétaire. Seul cet Institut peut accorder des dérogations. Les monnaies cotées par le Conseil Monétaire sont :

la couronne danoise, la couronne norvégienne, la couronne suédoise, le deutsche mark, le dollar USA, le dollar canadien, l'escudo portugais, le florin des Pays-Bas, le franc belge, le franc C.F.A., le franc français, le franc suisse, la lire italienne, la livre sterling, la livre rhodésienne, le rand sud-africain, le schilling autrichien, et le shilling est-africain.

Tout paiement doit être encaissé par une banque agréée ou par son correspondant étranger qui détient les documents. Ce paiement ne peut être reçu en billets de banque. La banque agréée est tenue de transférer au Congo, dans les huit jours de la réception du paiement, les monnaies étrangères représentant la valeur de l'exportation qui ont été encaissées par ses correspondants. Sous peine des pénalisations prévues dans les modalités d'application des rétroces-

... 24

sions, les devises doivent être achetées par la banque agréée à l'intérieur du délai de validité,

B) Crédit au bénéfice de l'exportateur

1) Crédit dans le pays de l'exportateur

Les banques agréées sont autorisées à escompter les effets tirés par les exportateurs sur leurs clients si la date d'échéance n'est pas postérieure à celle de la validité du modèle "E".

Les banques agréées peuvent ouvrir et confirmer sur ordre de leurs correspondants étrangers des crédits documentaires en faveur des exportateurs résidant au Congo si l'exportation est couverte par un modèle "E" et si les conditions du crédit ainsi que la monnaie en laquelle il est libellé sont conformes aux modalités de paiement figurant sur le modèle "E".

La couverture des crédits documentaires doit être versée au plus tard dans les quinze jours de la réception des documents commerciaux par le correspondant étranger. Ce délai peut toutefois être porté à 45 jours lorsque les crédits documentaires sont mobilisables au moyen de traites tirées à un certain délai de vue.

2) Crédit à l'étranger

L'exportateur bénéficiant d'un crédit à l'étranger doit céder à une banque agréée, dans les 8 jours de l'encaissement des devises, les monnaies étrangères représentant le montant du crédit reçu.

C) Emargement des documents, attestation d'emargement et destination des volets

1) Emargement

Les banques agréées doivent mentionner au verso des volets roses et verts des modèles "E" :

- les crédits documentaires ouverts d'ordre d'importateurs étrangers,
- les encaissements reçus conformément aux "engagements de change".

2) Attestation d'emargement

Chaque fois qu'elles encaissent des devises en faveur d'un exportateur, les banques agréées doivent remplir un document

intitulé "Attestation d'émargement" suivant un modèle prescrit par l'Office des Licences. Ces attestations seront transmises chaque jour au Conseil Monétaire, Département du crédit, service contrôle bancaire.

3) Destination des volets

Les banques agréées conservent les volets verts et envoient à l'Office des Licences les volets roses émargés dès qu'elles ont encaissé le prix total de la marchandise. Si, à l'expiration du délai de validité du modèle "E", la totalité du prix n'a pas été encaissé, les banques disposent de 60 jours pour justifier auprès de l'Office des Licences le défaut d'encaissement partiel des devises et pour faire parvenir les volets roses à cet organisme.

D) Contrôle de l'encaissement des devises

L'Office des Licences assure le contrôle de l'encaissement des devises. Toute différence entre la valeur de la marchandise exportée et le montant des devises encaissées devra être rapatriée ou justifiée par l'exportateur auprès de sa banque agréée dans les 60 jours qui suivent l'expiration du délai de validité des modèles "E".

Lorsque la différence porte sur une moins value de qualité ou de conditionnement de la marchandise, l'exportateur doit joindre au décompte un constat de qualité délivré par les correspondants de la Société Congolaise de Surveillance.

6.- DEFAULT D'UTILISATION OU UTILISATION PARTIELLE DU MODELE "E"

A) Défaut d'utilisation

Les banques agréées annulent tout modèle "E" qui n'a pas été utilisé à l'expiration du délai de validité. A cet effet, elles apposent la mention "annulé" sur les volets rose et vert ainsi que sur les volets blanc et jaune qu'elles se font remettre par l'exportateur au plus tard à l'expiration du délai de validité du modèle "E".

Les banques agréées envoient directement à l'Office des Licences les volets, jaune, rose et blanc.

B) Utilisation partielle

L'exportateur doit préciser à l'Office des Licences, par l'intermédiaire de sa banque agréée, le bureau douanier qui a retenu le modèle "E" en cause ainsi que la quantité de marchandise exportée à l'appui de ce modèle "E".

./...



~~7. RETROCESSION EN COMPTE "RESIDENT : MONNAIE ETRANGERE",~~
OUVERT AU NOM DES EXPORTATEURS, D'UNE QUOTE-PART DES
DEVICES RAPATRIEES

A) Ouvertures de comptes "Résident : Monnaie Etrangère"

Les banques agréées sont autorisées, avec l'accord préalable du Conseil Monétaire, à ouvrir aux exportateurs des comptes "Résident : Monnaie Etrangère" (R.M.E.). Il ne sera ouvert qu'un seul compte par exportateur.

B) Fonctionnement des comptes "Résident : Monnaie Etrangère"

1) Crédit

a) Rétrocessions

Les comptes "R.M.E." peuvent être crédités :

- de la rétrocession par les banques agréées de 25% des devises rapatriées par l'exportateur,
- éventuellement des rétrocessions faites par les firmes exportant les produits du titulaire du compte "R.M.E." et bénéficiant d'un accord signé par le Conseil Monétaire.

b) Modalités d'application

En vertu d'un accord signé par le Conseil Monétaire, les banques agréées achètent aux exportateurs au cours acheteur les devises que ceux-ci rapatrient et leur en rétrocèdent 25% au cours vendeur.

L'exportateur qui n'a pas rapatrié ses recettes dans les délais de validité du modèle "E" perd le bénéfice de la rétrocession sur ces montants sauf dans le cas du rapatriement d'un complément au-delà du montant fixé sur le modèle "E".

Les rétrocessions s'effectuent sans frais c. à d. sans perception de redevances au profit de l'Office des Licences ou de taxe d'intervention au bénéfice des banques agréées.

Si la banque agréée qui a acheté les devises rapatriées n'est pas la banque qui a ouvert le compte "R.M.E.", elle doit, sur ordre de l'exportateur, céder à cette dernière les devises qui font l'objet de la rétrocession.

2) Débit

a) Quote-part librement utilisable, quote-part réservée et rétrocessions

Les comptes "R.M.E." peuvent être débités des montants correspondant à la quote-part librement utilisable.

1... 

- ~~à une quote-part librement utilisable,~~
- à une quote-part réservée,
- éventuellement aux rétrocessions en faveur des firmes au nom desquelles le titulaire du compte exporte les produits sous réserve d'un accord du Conseil Monétaire.

b) Modalités d'application

(1) Quote-part librement utilisable

~~La quote-part librement utilisable est fixée par le Conseil Monétaire.~~

~~Elle est destinée à couvrir les dépenses de rémunération du personnel étranger, les charges sociales y afférentes, les frais de stage à l'étranger du personnel congolais, les paiements d'intérêts obligataires ainsi que les frais d'assistance technique.~~

L'exportateur, son personnel de nationalité étrangère ainsi que leur famille s'engagent à ne plus introduire de demande d'autorisation d'achat de devises modèle "V".

(2) Quote-part réservée

La quote-part réservée est également fixée par le Conseil Monétaire. Elle ne peut être utilisée que pour le paiement :

- des billets de passage aériens et maritimes émis au départ de la République du Congo, de l'aérodrome de Maya-Maya ou de Bujumbura au bénéfice du personnel de nationalité étrangère,
- des frais de location de machines I. B. M.,
- des importations de biens de consommation réservés aux besoins de la main d'oeuvre congolaise ainsi que de biens exclusivement destinés au maintien de l'activité exportatrice.

La part affectée aux importations constitue un minimum : l'importateur peut l'augmenter jusqu'à concurrence des sommes rétrocédées.

La quote-part réservée pour les billets de passage ou les frais de location de machines I. B. M. ne peut être utilisée que par versement en faveur de comptes "R. M. E." ouverts dans les livres des banques agréées au nom d'I. B. M., de compagnies de transport ou d'agences de voyage.

Le personnel de nationalité étrangère ne peut introduire, même à titre individuel, des demandes de dérogation pour les paiements en francs congolais de frais de voyages internationaux.

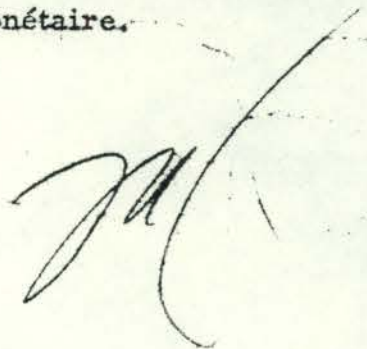
Les importations sont soumises aux règles du régime dit "Licence sans paiement",

Dans la case "modalité de paiement" du modèle "I" mention sera faite : "par utilisation de nos avoirs en compte : "Résident Monnaie Etrangère".

(3) Rétrocession à d'autres firmes

Les rétrocessions en faveur des firmes au nom desquelles le titulaire du compte exporte les produits se feront au profit de comptes "R. M. E." ouverts au nom de ces firmes dans les livres des banques agréées, sauf dispositions particulières prises par le Conseil Monétaire.

=====

A large, stylized handwritten signature in dark ink, possibly reading 'J.M.', is written over the right side of the page, partially overlapping the signature line.

SECTION 2. - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Des dispositions particulières sont prévues pour les exportations avec mise en consignation à l'étranger, les exportations temporaires ainsi que les ventes intérieures avec transit à l'étranger.

Les règles générales énoncées à la section 1 sont applicables pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions ci-dessous.

Par. 1. - Exportations de marchandises avec mise en consignation à l'étranger

A) Domaine d'application

Peuvent être exportés, avec mise en consignation en territoire étranger les produits agricoles suivants :

- le café,
- le cacao,
- le caoutchouc,
- le coton,
- le bois,
- le thé,
- les bananes ;

Sont assimilées aux ventes en consignation les ventes sur teneur des minerais de métaux non ferreux suivants :

- cassitérite,
- minerai de germanium,
- minerai de manganèse,
- minerai de Tantale Niobium,
- minerai de zinc,
- minerai de Byrllium glucinium,
- minerai concentré aurifère,
- minerai de Wolfram,
- scories tantalifères,
- tous les minerais mixtes dont l'étain-wolfram, l'étain-tantale.

B) Etablissement du modèle "E"

L'exportateur fait figurer dans la partie supérieure de la case 6, du modèle "E" la mention "destination provisoire consignation ... (lieu de destination provisoire)". Dans la partie inférieure de la case 8, il inscrit une valeur estimative, et dans la case 9, il appose la mention "à déterminer".

./...



C) Validation par les banques agréées

Avant de valider les modèles "E", les banques agréées doivent exiger que les connaissements maritimes et les polices d'assurances soient établies à leur ordre et que les originaux de ces documents leur soient transmis.

D) Durée de validité du modèle "E"

Pour le thé ou les minerais de métaux non-ferreux, la durée de validité peut-être portée à 6 mois.

E) Renseignements complémentaires

Dès que l'exportateur a connaissance de la destination finale de la marchandise, du montant et des modalités de paiement, il fait compléter les cases 6, 7, 8 et 9 des volets rose et vert détenus par la banque agréée qui a validé le modèle "E". Celle-ci informe à son tour l'Office des Licences des mentions à apporter sur les volets détenus par cet office.

F) Compte de vente

Lors du rapatriement final du produit de la vente, l'exportateur doit fournir un compte de vente à l'Office des Licences par l'intermédiaire de sa banque agréée ainsi qu'une copie certifiée conforme de la facture du consignataire à l'acheteur.

Si l'examen de ces comptes de vente par comparaison avec les prix pratiqués pour des contrats fermes portant sur des produits de même nature et de même qualité fait apparaître une différence appréciable, le taux de rétrocession pourra être réduit ou supprimé.

Par. 2.- Exportations temporaires

A) Domaine d'application

L'exportation temporaire est autorisée notamment pour la réparation ou la révision de matériel tels que moteurs, appareils ou machines.

B) Introduction d'un modèle "ET" auprès d'une banque agréée

Toute personne qui désire exporter temporairement un bien doit introduire auprès d'une banque agréée un modèle "ET", intitulé "Autorisation d'Exportation temporaire". Ce modèle est fourni par l'Office des Licences aux banques agréées et revendu par celles-ci au prix fixé par l'Office des Licences.

C) Garantie bancaire

Lors de l'introduction du modèle "ET", l'exportateur doit déposer en banque une somme au moins égale à la valeur du bien exporté telle qu'elle est estimée par la Société Congolaise de Surveillance qui établira

à cet effet un certificat. Le dépôt de l'exportateur peut être remplacé par une caution bancaire du même montant. La banque atteste sur le modèle "ET" qu'elle a reçu cette garantie ou qu'elle s'est portée caution. Le remboursement de la garantie ne pourra avoir lieu qu'après la récupération du matériel.

D) Validation par l'Office des Licences

La banque agréée transmettra sous couvert d'un bordereau numéroté le modèle "ET" à l'Office des Licences. La demande signée par le Directeur de l'Office des Licences ou par un de ses délégués et numérotée par ordre est considérée comme validée. Elle vaut "Autorisation d'exportation temporaire" dans les délais, formes et conditions de la dite autorisation. Elle est personnelle.

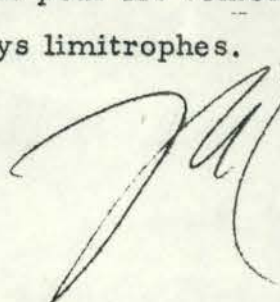
E) Destination des volets

La destination des volets est précisée par des instructions écrites sur chacun de ceux-ci.

Par. 3. - Ventes intérieures avec transit à l'étranger

Le modèle "ET" est également utilisé pour les ventes à l'intérieur du territoire avec transit par les pays limitrophes.

=====



**SECTION 3. - EXPORTATIONS NON SOUMISES AUX FORMALITES DES
DISPOSITIONS GENERALES OU PARTICULIERES**

Ne sont pas soumises aux formalités des dispositions générales
ou particulières les exportations et réexportations :

- des échantillons sans valeur,
- des bagages et objets personnels des voyageurs,
- des marchandises dont la valeur à la frontière n'excède pas
9.000, - F.C. par commande et par envoi.

Ce texte annule :

a) les articles des instructions spéciales :

27 à 57 - 75 à 85

92 à 96 pour ce qui y est dit des exportations.

b) les circulaires du Conseil Monétaire :

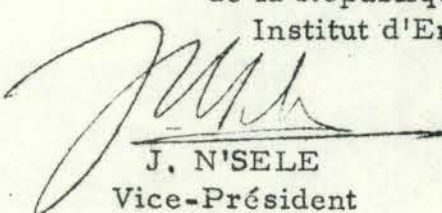
n°s 45 - 60 - 87 - 117 - 129 - 147 - 149 - 156 - 162

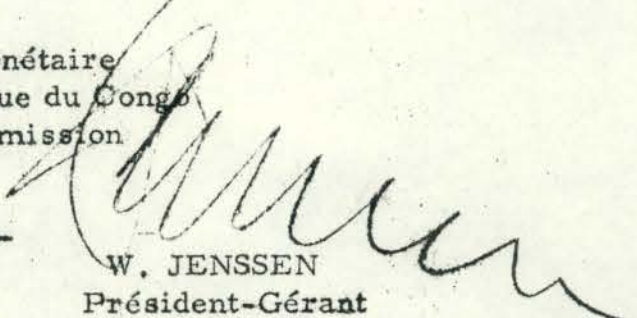
c) les circulaires de l'Office des Licences :

n°s 4 - 12 - 16 - 22 - 23 - 28 - 35 - 36 - 37 - 39 - 41

Léopoldville, le 2 mars 1964

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission


J. N'SELE
Vice-Président


W. JENSSSEN
Président-Gérant

ROUTING SLIP

TO

MR Frammery

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

If you don't
need the attached
Conseil Monetaire
circulars, please
forward them
to MR PICKER
Thanks

DATE

2/8/64

FROM

[Signature]

Mr. PICHLER

Regierung

CONSEIL MONETAIRE
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
INSTITUT D'EMISSION
=====

Léopoldville, le 17 février 1964

Circulaire n° 169
=====

- Aux Banques agréées,
 - Aux Importateurs,
 - A la Douane,
 - A la Société Congolaise
de Surveillance.
- =====

AIDE FINANCIERE AMERICAINE.

PLAN GENERAL.

Par. 1.- Domaine d'Application, caractéristiques et terminologie

Par. 2.- Procédure et réglementation

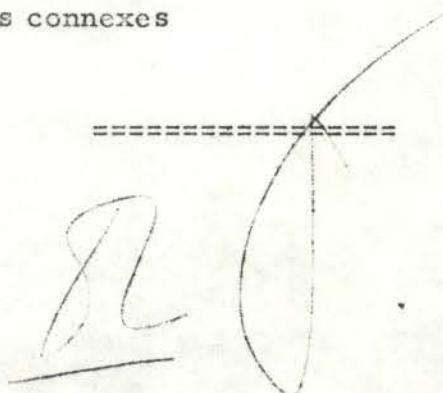
A.- Obligations de l'importateur

- 1.- Conclusion du contrat d'achat
- 2.- Remise de documents et constitution d'une provision auprès
de l'"Approved Applicant"
- 3.- Remise d'un rapport sur l'arrivée des marchandises impor-
tées dans le cadre de l'Aide Financière Américaine

B.- Responsabilités de l'"Approved Applicant"

- 1.- Contrôle préliminaire des modèles "AF"
- 2.- Validation des modèles "AF"
 - Formalités
 - Effets
 - Durée de validité
 - Prorogation
 - Destination des volets
- 3.- Etablissement d'un registre des licences
- 4.- Ouverture de crédit documentaire irrévocable
- 5.- Alimentation du compte n° 498
- 6.- Rapports
- 7.- Frais connexes

=====



Par: 1. - Domaine d'application, caractéristiques et terminologie.

A. - Domaine d'application.

La circulaire n° 169 traite de la réglementation applicable à la 7e tranche de l'Aide Financière Américaine. Ces instructions remplacent celles des circulaires n° 138, 143 et 160 qui restent cependant en vigueur pour les opérations relatives aux aides financières antérieures.

La procédure décrite dans cette circulaire s'applique aux "P.A." ; les caractéristiques seront annoncées par voie de circulaire :

B. - Caractéristiques de la nouvelle réglementation.

- les lettres de quota sont supprimées ;
 - les "Approved Applicant" valident les licences modèles "AF" en même temps qu'ils ouvrent les crédits documentaires irrévocables ;
 - les importateurs sont désormais dispensés des formalités d'appel d'offres ;
 - l'"Approved Applicant" ne peut ouvrir de crédit que pour un montant minimum de 50.000 \$ USA, entièrement provisionné en francs congolais ;
 - l'"Approved Applicant" est tenu de dresser un relevé journalier de l'utilisation de chaque "P.A." ;
 - les transactions exécutées dans le cadre de l'Aide Financière Américaine sont soumises au Règlement n° 1 de l'A.I.D. et sont sujettes au contrôle sans préavis des représentants de l'Ambassade américaine.
- L'importateur ou l'"Approved Applicant" qui ne se conforme pas à ce règlement peut être contraint de rembourser et se voir exclure du bénéfice de l'aide américaine, sans préjudice des pénalités prévues par les autorités congolaises.

C. - Terminologie.

"Procurement Authorization" (Autorisation d'achat) ou "P.A."

Les Gouvernements des Etats-Unis et de la République du Congo ont signé un accord au sujet de l'aide financière américaine qui est allouée aux importateurs pour leur permettre d'acheter des marchandises d'origine et de provenance américaine.

Sur base de cet accord, l'Agence pour le Développement International (A.I.D.) émet des documents intitulés "Procurement Authorization" ou "Autorisation d'achat". Ces derniers ont trait à l'importation d'une catégorie de marchandises pour un montant limité de dollars USA et ne peuvent être utilisés que pendant une période déterminée.

Handwritten signature and initials.

Importateur

Firme ou individu Admis comme importateur.

"Approved Applicant"

Banque agréée congolaise désignée dans le "P.A." pour ouvrir des crédits documentaires et exercer les autres responsabilités mentionnées dans cette circulaire.

Date extrême de conclusion du contrat ("Terminal Contracting Date" "T.C.D.")

Date extrême d'ouverture de crédit par l'"Approved Applicant" et précisée sur le "P.A.".

Date extrême de livraison ("Terminal Delivery Date" "T.D.D.")

Date extrême de livraison de la marchandise par le fournisseur et précisée dans le "P.A.". Il y a livraison lorsque les marchandises ont été mises à la disposition d'un transporteur à l'intérieur des Etats-Unis ou délivrées directement au quai par le fournisseur pour être consignées à un chargeur ou un expéditeur et marquées pour embarquement vers la République du Congo.

Règlement n° 1 de l'A.I.D.

Règlementation officielle des Etats-Unis qui est applicable à l'Aide Financière Américaine au Congo en vertu d'un accord du Gouvernement de la République.

Les importateurs peuvent consulter ce règlement auprès des "Approved Applicant".

=====

22

Par. 2. - Procédure et réglementation.

A. - Obligations de l'importateur

1. - Conclusion du contrat d'achat.

La date à partir de laquelle l'importateur peut conclure un contrat d'achat sera précisée pour chaque "P.A." par voie de circulaire.

L'importateur doit préalablement s'assurer que la marchandise est admise à l'importation par l'A.I.D. et par le Ministère de l'Economie Nationale. La liste des produits interdits à l'importation par l'A.I.D. peut être consultée auprès des "Approved Applicant".

L'importateur doit mentionner dans sa commande les clauses suivantes en stipulant qu'elles feront partie intégrante du contrat d'achat :

- le fournisseur est responsable du respect des dispositions du règlement n° 1 de l'A.I.D. relatives au marquage des marchandises (section 201.12) ainsi que de celles relatives aux conditions du prix (sections 201.20 et 201.21).
En aucun cas, le prix des marchandises ne peut inclure de commission quelconque, payée ou à payer à un agent, commissionnaire ou autre représentant quelconque de l'importateur. Il ne peut davantage comprendre un paiement crédit ou n'importe quel autre avantage à un distributeur étranger du fournisseur en relation avec des importations directes de ce distributeur pour son propre compte.
- le fournisseur est également responsable de l'obtention de toutes les autorisations d'exportation requises.
- l'importateur doit informer le fournisseur des clauses prévues dans le "P.A." ainsi que des dates extrêmes de conclusion du contrat et de livraison de la marchandise.
- le contrat devant être conclu avant la validation du modèle "A.F.", il ne peut l'être que sous condition suspensive de l'obtention d'une licence d'importation modèle "AF" dûment validée et numérotée.
- la marchandise doit provenir directement des Etats-Unis d'Amérique.
- les formalités de la circulaire n° 161 sont applicables.
- le fournisseur peut faire appel au transporteur de son choix mais il doit prendre toutes les dispositions pour être en possession du certificat de ALLTRANSPORT INC. dont il est question au par. 2. - B. - 4. - D) 4).
- le chargement doit être fait sur le premier navire disponible.
- une copie de la facture indiquant le prix-FAS doit être envoyée par avion au "Controller" USAID.

24.1...

2. - Remise de documents et constitution d'une provision auprès de l'"Approved Applicant".

A) Remise de documents à l'"Approved Applicant".

Après avoir conclu un contrat avec un fournisseur, l'importateur remet à l'"Approved Applicant" par l'intermédiaire de sa propre banque les documents suivants :

- 1) une licence modèle "AF" pour la valeur FAS port USA de la marchandise. Chaque modèle comprend 9 volets numérotés et de couleur différente plus 2 extraits sur papier libre. Le numéro complet du "P.A." et l'indication de l'"Approved Applicant" sont indiqués sur chaque licence.
- 2) L'importateur doit faire figurer sur tous les volets des licences "AF" la mention suivante en Anglais et en Français :

" This letter of credit is subject to section 901 (b) of the
 " Merchant Marine ACT of 1936, as amended. It is requi-
 " red for statistical control that the exporter contact
 " ALLTRANSPORT INC., New-York 4, prior to vessel
 " booking. The certificate that the flag requirement has
 " been met must be submitted by the shipper with other
 " required documents."

" Cette lettre de crédit fait l'objet de la section 901 (b) du
 " Merchant Marine ACT de 1936, tel qu'amendé. Il est
 " requis en vue du contrôle statistique, que les exportateurs
 " contactent ALLTRANSPORT INC., New-York 4, avant la
 " réservation du navire. Le certificat attestant que cette
 " exigence de pavillon a été respectée doit être fourni par
 " l'expéditeur exportateur en même temps que les autres
 " documents requis."
- 3) Un exemplaire du contrat d'achat, et/ou facture proforma pour la valeur FAS port U.S.A. de la marchandise auquel il annexe 2 copies ou photocopies pour la Société Congolaise de Surveillance.
- 4) Une demande d'ouverture de crédit documentaire irrévocable en faveur du fournisseur américain. L'"Approved Applicant" ouvre ce crédit au moment de la validation du modèle "AF" et le transmet au correspondant américain désigné dans le "P.A.". Le crédit documentaire doit mentionner le numéro complet du "P.A.".

B) Constitution d'une provision.

L'importateur doit constituer une provision égale à 100% de la contrevaleur du prix FAS port U.S.A. de la marchandise au moment où l'"Approved Applicant" valide la licence "AF" ou émet le crédit documentaire irrévocable.

3. - Remise d'un "Rapport sur l'arrivée des marchandises importées dans le cadre de l'Aide Financière Américaine".

Lorsque les formalités douanières sont accomplies, l'importateur est tenu d'établir en triple exemplaire un rapport intitulé "Rapport sur l'arrivée des marchandises importées dans le cadre de l'Aide Financière Américaine" (voir modèle en annexe).

Handwritten signature and initials, possibly 'R. L.' or similar, with some dots and a horizontal line.

Ce rapport sera transmis dans les dix jours de la réception de la marchandise à l'"Approved Applicant" avec copies à l'Office d'Approvisionnement et au "Controller USAID", Ambassade Américaine, B.P. 8599, Léopoldville.

Dans le cas où la Douane n'a fourni aucune information, l'importateur remettra le rapport sans mentionner la date de dédouanement mais il indiquera les raisons pour lesquelles il ne peut compléter le rapport.

L'importateur qui omet de transmettre ce rapport peut se voir retirer le bénéfice de l'Aide Américaine.

B. - Responsabilités de l'"Approved Applicant".

1. - Contrôle préliminaire des modèles "AF".

L'"Approved Applicant" doit contrôler les renseignements suivants :

- la licence est dûment remplie et signée par l'importateur ;
- la marchandise est admise à l'importation par l'A.I.D. " ainsi que par la République du Congo ;
- la marchandise est d'origine et de provenance U.S.A. ;
- la marchandise à importer correspond bien avec la rubrique et le code A.I.D. précisé dans le "P.A." ;
- la date extrême de conclusion du contrat est respectée ; la date extrême de livraison prévue sur le contrat est antérieure à celle précisée sur le "P.A." ;
- le numéro du "P.A." est mentionné sur la licence ;
- la facture proforma du fournisseur ou le contrat d'achat est jointe en triple exemplaire à la demande de licence ;
- les détails de la facture proforma (quantité, nature des marchandises, poids, prix unitaire, valeur FAS, etc.) correspondent bien avec ceux portés sur la demande de licence ;
- la contrevaleur en francs congolais est correcte.

2. - Validation des modèles "AF".

A) Formalités

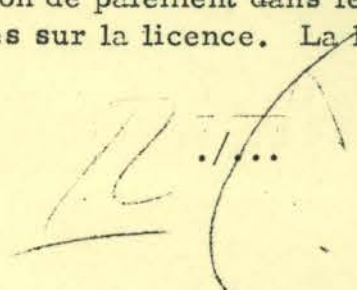
Après avoir contrôlé la conformité des modèles "AF", avec les stipulations du "P.A." et avec les prescriptions de la présente circulaire, l'"Approved Applicant" numérote la licence et procède à la validation. A cet effet, il appose sur les différents volets son cachet et sa signature. La licence est alors considérée comme validée.

L'"Approved Applicant" assure le contrôle des licences validées et des lettres de crédit ouvertes pour chaque "P.A." afin de s'assurer que les fonds autorisés n'ont pas été dépassés.

Les demandes seront validées dans l'ordre de leur réception jusqu'à épuisement des fonds prévus par le "P.A.".

B) Effets de la validation

La licence validée par l'"Approved Applicant" vaut licence d'importation et autorisation de paiement dans les délais, forme et conditions prévues sur la licence. La licence validée est personnelle.



C) Durée de validité

La durée de validité des modèles "AF" est de 4 mois à partir du 1er jour du mois qui suit celui de la validation. La licence est irrévocable de la part des autorités monétaires pendant la durée de validité.

D) Prorogation

La licence modèle "AF" peut être prorogée par l'"Approved Applicant" pour une durée n'excédant pas 45 jours à partir de la date extrême de livraison précisée sur le "P.A." pour autant que l'"Approved Applicant" soit convaincu que cette prorogation est rendue nécessaire par les délais de livraison imposés par le fournisseur.

E) Destination des Volets

L'"Approved Applicant" conserve les volets 6 (rose) et 7 (vert) des modèles "AF" validés. Il transmet le volet 5 (bleu) à la section "AF" de l'Office des Licences, le volet 2 au service de vérification et le volet 8 au service de comptabilité du même organisme. Il envoie le volet 3 ainsi que les deux extraits sur papier libre à la Société Congolaise de Surveillance. Il fait parvenir le volet 4 au "Controller USAID", ambassade américaine, B.P. 8599, Léopoldville et remet à l'importateur les volets 1 (blanc) et 9. Lors des formalités de dédouanement, l'importateur présentera ce volet 9 à la Douane qui l'émargera et le transmettra à l'Office des Licences après apurement complet ou au plus tard à l'expiration du délai de validité.

3. - Etablissement d'un registre des licences

L'"Approved Applicant" doit établir un registre des licences introduites concernant chaque "P.A.". Il y mentionne le numéro de contrôle de la banque, le nom de l'importateur, le montant de la licence en \$ USA, la date et l'heure de réception de la demande et tous autres renseignements dont l'"Approved Applicant" pourrait avoir besoin.

4. - Ouverture de crédit documentaire irrévocable

- A) Le paiement de la valeur FAS des marchandises s'effectue exclusivement sur base de crédits documentaires à change non couvert. L'"Approved Applicant" procède simultanément à la validation du modèle "AF" et à l'ouverture d'un crédit documentaire irrévocable selon les termes et conditions du contrat. Il transmet le crédit à la banque correspondante américaine désignée dans le "P.A.".
- B) L'"Approved Applicant" doit s'assurer que les importateurs ont constitué auprès de leur banque agréée la provision intégrale en francs congolais de ces crédits documentaires.
- C) Le numéro complet du "P.A." ainsi que les mentions en anglais et en français apposées sur tous les volets du modèle "AF" doivent être indiqués sur le crédit documentaire.

24

D) L'ouverture des crédits documentaires doit tenir compte des clauses suivantes :

- 1) Le paiement du crédit documentaire ne peut être effectué que contre documents prouvant que la livraison a été effectuée endéans les dates initiales et extrême prévues dans le "P.A."
- 2) Nonobstant la date extrême de validité du crédit, le paiement doit être effectué, au plus tard, le dernier jour du mois suivant la date extrême de livraison, prévue dans le "P.A."
- 3) Le banquier américain doit être invité à se procurer tous les documents exigés par l'A.I.D." ainsi que ceux précisés dans le "P.A."
- 4) ALLTRANSPORT INC. doit établir à l'intention du fournisseur américain une attestation certifiant que :
 - le navire transporteur est agréé par l'A.I.D. ;
 - copie du connaissement maritime a été envoyée par courrier aérien au "Controller USAID" à Léopoldville ;
 - l'exportateur l'a contacté avant la réservation du navire en vue du contrôle statistique ;
 - l'exigence de pavillon imposé par la section 901 B du Merchant Marine ACT de 1936, amendé, a été respectée.
- 5) La confirmation du correspondant désigné peut être également demandée. La banque américaine désignée notifiera et/ou confirmera le crédit au bénéficiaire et se chargera d'obtenir le remboursement auprès de l'A.I.D.

5.- Alimentation du compte n° 498

L'"Approved Applicant" verse au Conseil Monétaire une fois par semaine, le vendredi, les provisions constituées par les importateurs en créditant le compte n° 498 "Fonds de contrepartie - Aide Financière Américaine - compte suspens" de la contrevaletur au cours acheteur de la valeur FAS des marchandises et en transférant le reliquat au compte "Bénéfice de change".

Les modalités prévues au paragraphe 6° b) du titre II de la circulaire n° 48 restent d'application.

Deux avis de crédit sont présentés en compensation, l'un pour la provision constituée en F.C. et calculée au cours acheteur, l'autre pour le montant représentant le bénéfice de change.

L'"Approved Applicant" annexe aux avis de crédit un état récapitulatif indiquant :

- le numéro complet du "P.A.",
- le numéro de la licence,
- le nom de l'importateur,
- la nature et la quantité des marchandises importées,
- le numéro du crédit documentaire.

Lors du décompte final, l'"Approved Applicant" transmet un état récapitulatif indiquant en outre :

- la date de négociation par le banquier américain,
- le cours du change en vigueur à cette date,
- le nom du navire transporteur.

Une copie de ces états récapitulatifs est envoyée au "Controller USAID" à Léopoldville.

6. - Rapports

- 1) L'"Approved Applicant" envoie au "Controller USAID" de l'Ambassade Américaine, B.P. 8599, Léopoldville et à ALLTRANSPORT INC., 17 Battery Place, New-York 4, copies "pour information" de chaque crédit documentaire dès son ouverture.
- 2) Journallement l'"Approved Applicant" communique au Conseil Monétaire et au "Controller USAID", Léopoldville une situation exacte du montant global et cumulatif des crédits documentaires ouverts pour chaque "P.A."
- 3) L'"Approved Applicant" doit établir un rapport intitulé "Rapport des crédits documentaires ouverts par l'"Approved Applicant". Ce rapport fait état de tous les crédits ouverts jusqu'à la date extrême de conclusion du contrat. Il mentionne le nom de l'importateur, la date d'ouverture et le numéro du crédit, la valeur FAS port U.S.A. en dollars ainsi que la contrevaletur en francs congolais. - Un rapport séparé doit être établi pour chaque "P.A."

Au cas où un crédit documentaire aurait été refusé ou retiré pour un motif quelconque, mention en sera faite dans la colonne "Remarques".

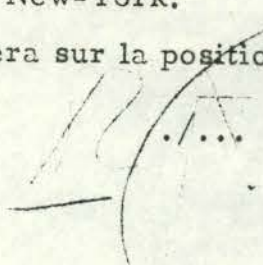
Ce rapport sera transmis en double exemplaire au "Controller USAID", à Léopoldville, dans les 10 jours qui suivent la date extrême de conclusion du contrat.

- 4) L'"Approved Applicant" soumet au Controller USAID à Léopoldville, le 15 de chaque mois, pour chaque "P.A." un état récapitulatif des paiements effectués par les banques américaines aux fournisseurs.

7. - Frais connexes

- A) Les Banques Agréées peuvent valider, au vu des pièces justificatives, une licence modèle "F" couvrant le fret et les frais de transport. La banque qui a procédé à l'ouverture du crédit documentaire ne doit pas nécessairement intervenir pour le paiement des frais connexes.
- B) Sur base de cette licence modèle "F", la banque congolaise agréée peut ouvrir un crédit documentaire à change non couvert, lié au crédit principal, et utilisable à concurrence des notes de fret et frais du transporteur. Les frais de transport doivent être approuvés par ALLTRANSPORT INC., New-York.

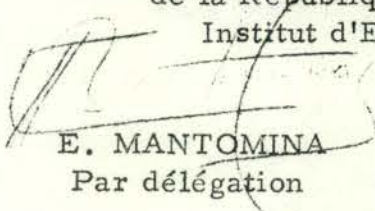
La liquidation du crédit se fera sur la position de change de la banque intervenante.




- C) La licence modèle "F" ne peut en aucun cas couvrir les frais d'assurance ou les commission d'intervention.

Léopoldville, le 17 février 1964

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission


E. MANTOMINA
Par délégation


W. JENSEN
Président-Gérant

A N N E X E

RAPPORT SUR L'ARRIVEE DES MARCHANDISES IMPORTEES DANS LE CADRE
DE L'AIDE FINANCIERE AMERICAINE.

A : APPROVED APPLICANT

DE : (nom et adresse
de l'importateur)

cc. : "Controller USAID"
Ambassade Américaine à Léopoldville
Office d'Approvisionnement

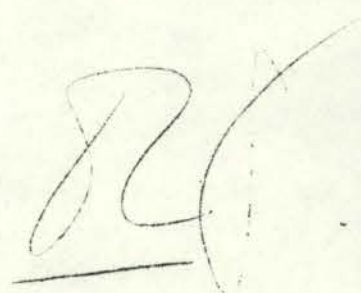
Sujet : "P.A." n° _____
Licence d'importation n° _____

Messieurs,

- 1.- La présente certifie que les soussignés représentants / fonctionnaires / agents de la Sociétés sous mentionnée ont le (date) _____ reçu les marchandises financées par l'A.I.D. couvertes par le Connaissance suivant :
Connaissements n° _____ daté du _____ à _____
Bâtiment (navire) _____ Compagnie Maritime _____
- 2.- le navire est arrivé à (port de déchargement) le (date) _____ les marchandises furent dédouanées aux Douanes Congolaises le (date) _____ à (lieu de dédouanement) _____ suivant déclaration de Douane n° _____.
Des droits de douane d'un montant de F.C. _____ ont été payés.
- 3.- Les marchandises furent reçues en bon état sauf détails figurant en annexe.
Les marchandises portaient / ne portaient pas, l'emblème A.I.D.
- 4.- La valeur des marchandises F.A.S. au port américain était de F.C. _____ (US \$ _____) et furent importées de la firme (nom du fournisseur) _____ aux Etats-Unis.
- 5.- Les marchandises couvertes par le présent rapport constituent un envoi (complet) (partiel) au titre de la licence précitée.

ANNEXE : _____ ci-joint
_____ non joint

CERTIFIE EXACT :
par (nom en lettres capitales
ou dactylographie) _____
(signature) _____
(titre) _____



Léopoldville, le 11 février 1964

Circulaire n° 168

- Aux Banques agréées,
 - A la Douane.
-

1) Sources législatives

Décret-loi du 24 février 1961,

Arrêté du Ministre des Finances n° 30/0001/64 du 20 janvier 1964
abrogeant l'Arrêté du Ministre des Finances du 24 février 1961,
relatif aux mesures d'exécution du Décret-loi du 24 février 1961.

2) Réglementation

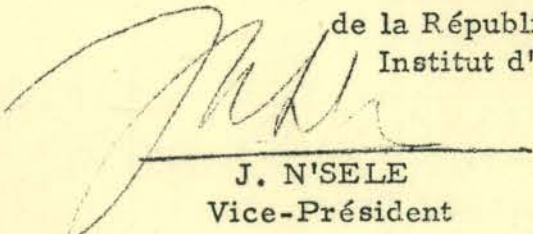
L'importation ou l'exportation de billets de banque congo-
lais par les voyageurs, est soumise à l'autorisation du Conseil
Monétaire pour toute somme excédant 15.000, - Frs. C.

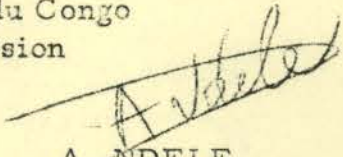
L'importation ou l'exportation de billets de banque congo-
lais par voie postale est interdite.

Ces instructions annulent celles des circulaires n° 3 et 14.

Fait à Léopoldville, le 11 février 1964

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission


J. N'SELE
Vice-Président


A. NDELE
Membre de droit
Gouverneur
de la Banque Nationale du Congo

Léopoldville, le 20 février 1964

Circulaire n° 171

- Aux Banques agréées,
 - A la Douane,
 - Aux Importateurs.
-

OBJET : AIDE MARCHÉ COMMUN

ETABLISSEMENT DES LICENCES C.E.E.

La circulaire n° 153 du 15 novembre 1963 a précisé en ses articles 4 et 10 notamment les conditions dans lesquelles doivent être établies les demandes de licences d'importation C.E.E.

Les importateurs sont tenus de joindre à leur demande de licence d'importation un exemplaire supplémentaire de la facture proforma.

L'article 10 précité est donc modifié et complété comme suit :

Article 10

La destination des volets du modèle "I" reste la même que pour les importations normales, étant entendu que le 7ème volet sera envoyé par la Banque agréée à la SOCONOMAR. Deux volets supplémentaires blancs seront également envoyés par la Banque l'un à la mission "Contrôle de la C.E.E.", B.P. 3.047 à Léopoldville/Kalina, l'autre au GERMANISCHER LLOYD, accompagné d'un exemplaire de la facture proforma.

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission

E. MANTOMINA
Par délégation

W. JENSSEN
Président-Gérant

• CONSEIL MONETAIRE
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
INSTITUT D'EMISSION
=====

Léopoldville, le 17 février 1964

Circulaire n° 170

- Aux Banques agréées,
 - Aux Importateurs,
 - A la Douane,
 - A la Sté Congolaise de Surveillance.
-

" Autorisation d'achat" concernant l'Aide Financière Américaine.
(Référence circulaire n° 169.)

1) Numéros des "P.A.", objets, désignation des banques.

<u>Numéros des "P.A."</u>	<u>Montant en \$ USA</u>	<u>Objets des "P.A."</u>
660-000-355-4200	4.000.000	Pièces de rechange pour véhicules
660-390-000-355-4201	1.000.000	Produits chimiques
660-000-355-4202	1.542.155	Equipement et pièces de rechange pour l'industrie, le textile, l'agriculture.

<u>Numéros des "P.A."</u>	<u>Banques intervenantes</u>
	<u>"Approved Applicant"</u> <u>Banque américaine</u>
660-000-355-4200	Banque du Congo (Léo) Morgan Guaranty Trust (New-York)
660-390-000-355-4201	Banque Belge d'Afrique First National City (Léo) Bank (New-York)
660-000-355-4202	Socobanque (Léo) Bank of America

2) Caractéristiques

- la procédure à suivre est celle prévue par la circulaire n° 169.
- date extrême de conclusion du contrat : 31 juillet 1964.
- date extrême de livraison : 31 janvier 1965.
- les factures proforma antérieures à la date du 24 février 1964 doivent être confirmées par le fournisseur.
- les fournisseurs indiqueront sur les factures proforma qu'ils s'engagent à livrer les marchandises à l'intérieur du délai fixé par le "P.A."
- l'importateur ne peut introduire de licence d'importation modèle "AF" auprès de l'"Approved Applicant" avant le 24 février 1964.
- seules les marchandises faisant l'objet d'un "P.A." peuvent être importées dans le cadre de l'Aide Financière Américaine.

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission

E. MANTOMINA
Par délégation

W. JENSSEN
Président-Gérant

Léopoldville, le 11 février 1964

Registrier

Circulaire n° 168

- Aux Banques agréées,

- A la Douane.

1) Sources législatives

Décret-loi du 24 février 1961,

Arrêté du Ministre des Finances n° 30/0001/64 du 20 janvier 1964
abrogeant l'Arrêté du Ministre des Finances du 24 février 1961,
relatif aux mesures d'exécution du Décret-loi du 24 février 1961.

2) Réglementation

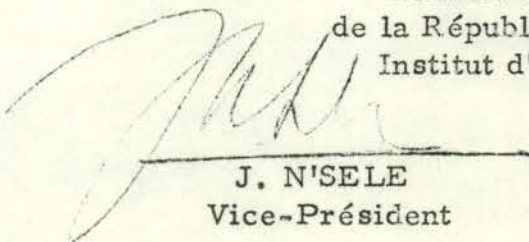
L'importation ou l'exportation de billets de banque congolais par les voyageurs, est soumise à l'autorisation du Conseil Monétaire pour toute somme excédant 15.000, - Frs. C.

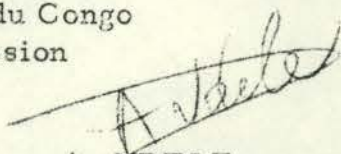
L'importation ou l'exportation de billets de banque congolais par voie postale est interdite.

Ces instructions annulent celles des circulaires n° 3 et 14.

Fait à Léopoldville, le 11 février 1964

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission


J. N'SELE
Vice-Président


A. NDELE
Membre de droit
Gouverneur
de la Banque Nationale du Congo

Circulaire n° 167.

Concerne : Importation de marchandises américaines sous le programme
de l'Aide Financière Américaine.

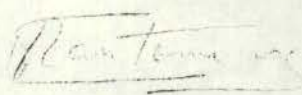
Notre circulaire n° 138 du 22 juillet 1963.

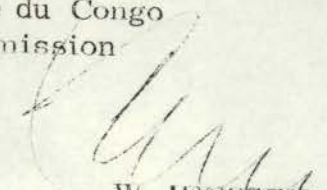
A la demande de l'Organisation des Nations-Unies au Congo,
le Conseil Monétaire vient d'ouvrir en ses livres un compte courant
n° 498 Fonds de contrepartie Aide Financière Américaine - compte
suspens. Ce compte est destiné à enregistrer le versement par les
banques congolaises "Approved Applicant" des provisions constituées
lors de l'ouverture de crédits documentaires à l'occasion d'importa-
tions réalisées sous le régime des P. A. (2e tranche de la 6e aide
américaine).

En conséquence, vous voudrez bien, à l'avenir, verser les
provisions au nouveau compte n° 498 qui vient d'être ouvert et non
plus au compte n° 246.

Léopoldville, le 28 janvier 1964.

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission


C. MANTOMINA
par délégation


W. JANSSEN
Président-Gérant

ANNEX

30-01

CONSEIL MONETAIRE
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
INSTITUT D'EMISSION
=====

Léopoldville, le 23 janvier 1964

Circulaire n° 166

- Aux Banques agréées,
 - Aux Importateurs,
 - A la Douane.
-

Objet : Aide Américaine Title I.

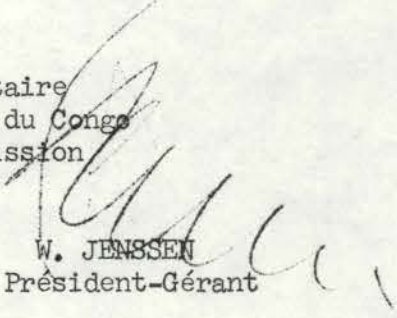
Complémentairement à notre circulaire n° 127 du 7 juin 1963, il est porté à la connaissance des intéressés que le PA 55/40 - Farine de Froment - a été mis à la disposition des autorités congolaises aux conditions d'utilisation ci-après :

- Date extrême validation licence :	16 mars 1964
- Date extrême de contrat :	31 mai 1964
- Date extrême chargement :	30 juin 1964
- Montant total \$ USA :	1.300.000
- Banque Congolaise :	Banque du Congo
- Banque américaine :	Chase Manhattan

La procédure d'application est décrite dans la circulaire n° 165.

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission


E. MANTOMINA
Par délégation


W. JANSSEN
Président-Gérant

ANNEX 30-01
Léopoldville, le 28 janvier 1964
Registrier

Circulaire n° 165

- Aux Banques agréées,
 - Aux Importateurs,
 - A la Douane,
 - A la Sté Congolaise de Surveillance.
-

AIDE ECONOMIQUE AMERICAINE

Par. 1. - Domaine d'application.

Les instructions de la présente circulaire s'appliquent au programme d'Aide Américaine Title I, à partir du "P.A." n° 55/40.

Pour les "P.A." antérieurs, les circulaires n° 136 et 141 restent en vigueur.

Par. 2. - Réglementation et procédure.

1. - Répartition de l'aide économique américaine en "Purchase Authorisation".

L'Ambassade des Etats-Unis répartit l'aide économique américaine en "Purchase Authorization" ou "P.A.".

Chaque "P.A." mentionne :

- la nature de la marchandise,
- le code A.I.D.
- le montant maximum en dollars U.S.A.,
- la date extrême de passation des contrats,
- celle de chargement des navires,
- le nom des banques habilitées aux U.S.A.,
- celui des banques agréées congolaises dénommées "Approved Applicant".

Le Conseil Monétaire porte à la connaissance des banques agréées par voie de circulaire la liste récapitulative des "P.A." ainsi que les noms des "Approved Applicant" et ceux des banques habilitées aux U.S.A.

Il fixe, en accord avec l'Office d'Approvisionnement, la date extrême de validation des licences.

2. - Emission des lettres de quota.

L'Office d'Approvisionnement du Ministère de l'Economie Nationale émet, sur base des "P.A.", des lettres de quota qu'il fait parvenir aux importateurs.

Ces lettres de quota sont libellées en dollars U.S.A. et couvrent la valeur FAS port U.S.A. des marchandises.

Les lettres de quota ne sont exécutables que si elles se réfèrent à un "P.A." annoncé par voie de circulaire du Conseil Monétaire et si elles sont contresignées par un représentant habilité de l'O.N.U.C.

R

3. - Conclusion du contrat d'achat.

Dès qu'il a reçu une lettre de quota, l'importateur peut signer un contrat d'achat avec un fournisseur américain. Il n'est pas nécessaire qu'il ait préalablement fait valider une licence modèle "I".

4. - Remise de documents.

a) Remise de documents à une banque agréée.

L'importateur est tenu de présenter à une banque agréée les documents suivants :

- deux copies de la lettre de quota ;
- une ou plusieurs demandes de licences modèle "I" dûment remplies et signées ;
l'importateur mentionne sur le modèle "I" le n° du "P.A.", les références de la lettre de quota, la valeur FAS port U.S.A. des marchandises qu'il est autorisé à importer sur base de la lettre de quota et les quantités et prix unitaires pour chaque qualité ou conditionnement ;
- un exemplaire de la facture proforma et/ou du contrat d'achat ;
- une ou plusieurs demandes de licences modèle "F" pour le règlement des fret et frais jusqu'au port africain, à l'exclusion des frais d'assurance et de toute commission d'intervention ; le relevé des tonnages à importer par les autres ports que Matadi doit être présenté à l'approbation du Conseil Monétaire avant l'introduction des licences auprès de la Banque agréée ;
- les demandes d'ouverture de crédit documentaire irrévocable couvrant respectivement le règlement de la valeur FAS des marchandises et celui des fret et frais.

b) Remise du contrat d'achat à l'Ambassade américaine et à ALLTRANSPORT INC.

Simultanément à la remise des documents à une banque agréée l'importateur fait parvenir par la voie la plus rapide un exemplaire du contrat d'achat à l'Ambassade américaine, B.P. 697 à Léopoldville et, afin que les marchandises puissent être embarquées, un second exemplaire à ALLTRANSPORT INC., 17 Battery Place, New-York 4.

5. - Validation des licences par les banques agréées.

a) Procédure en validation.

La banque agréée vérifie les licences et appose sur chacun des volets du modèle "I" les lettres "AA" entre son indicatif et le numéro tiré de la suite spéciale commencée antérieurement.

Elle valide ensuite simultanément les licences modèle "I" et modèle "F". Elle ne peut cependant valider les licences qu'endéans le délai fixé par le Conseil Monétaire.

Lorsque la banque qui a validé la licence n'est pas habilitée par le "P.A.", elle transmet à la banque "Approved Applicant" les

R.A...

demandes d'ouverture de crédit couvrant la valeur FAS des marchandises, le fret et les frais, la provision en francs congolais calculée au cours vendeur, ainsi que le volet rose des modèles "I" et "F".

b) Durée de validité.

La durée de validité est de trois mois à partir du 1er jour du mois qui suit celui de la validation.

c) Prorogation.

Les licences peuvent être prorogées au maximum :

- pour le paiement jusqu'à la date limite d'embarquement,
- pour l'importation un mois après l'expiration de la date extrême de validité pour le paiement.

d) Destination des volets.

La Banque agréée conserve les volets vert et rose, remet à l'importateur les volets blanc et jaune et transmet les volets bleus des modèles "I" et des modèles "F" respectivement à la Société Congolaise de Surveillance et à l'Office des Licences.

La Banque agréée doit faire connaître toute modification des modèles "I" à l'Office des Licences et à la Société Congolaise de Surveillance. Lorsque la banque qui a validé les licences n'est pas "Approved Applicant", elle doit, en outre, signaler toute modification à ce dernier.

6. - Paiement.

a) Ouverture de crédit

Les demandes d'ouverture de crédit documentaire irrévocable sont faites séparément pour la valeur FAS port U.S.A. et pour les fret et frais. L'"Approved Applicant" procède, après imputation des licences sur le "P.A.", à l'ouverture de crédit auprès du banquier américain désigné.

Les lettres de crédit au bénéfice de l'exportateur américain sont émises pour la valeur FAS de la marchandise tandis que les fret et frais (freight and charge) sont portés dans une lettre de crédit au bénéfice de ALLTRANSPORT INC. Ce dernier crédit s'effectue à change non couvert et se liquide sur les positions de change des banques.

Ces crédits doivent être ouverts simultanément par les banques.

Pour couvrir le crédit relatif aux fret et frais, la facture proforma des frais de transport émanant de ALLTRANSPORT INC., fournie par l'AGETRAF à Léopoldville est exigée. Ces montants ne doivent pas être inclus dans les formulaires CCC 329.

Dans la lettre de crédit couvrant la valeur FAS de la marchandise, il est mentionné qu'elle est émise dans le cadre de l'Aide Américaine Title I. La référence du "P.A." ainsi que la date extrême de chargement sur navire sont indiquées. Il est en outre précisé que l'assurance doit être contractée par l'acheteur et que ALLTRANSPORT INC., intervient en tant que "forwarder".

R

. / ...

La confirmation du crédit par le correspondant américain peut être demandée.

L'"Approved Applicant" envoie des copies de la lettre de crédit à la Société Congolaise de Surveillance à Léopoldville, à ALLTRANSPORT INC., 17 Battery Place à New-York 4 ainsi qu'à AGETRAF, agence de transit en Afrique, S.C.R.L., 148 avenue du Plateau, B.P. 8834 à Léopoldville 1.

ALLTRANSPORT INC. envoie rapidement, pour chaque navire, un manifeste des marchandises chargées à l'attaché agricole de l'Ambassade des Etats-Unis ainsi qu'à la Société Congolaise de Surveillance à Léopoldville.

b) Paie~~m~~ent

L'"Approved Applicant" provisionne intégralement l'émission du crédit documentaire de la contreva~~l~~eur au cours vendeur de la valeur FAS des marchandises. Il verse au Conseil Monétaire, une fois par semaine, le mardi, les provisions ainsi constituées en créditant le compte 236 de l'Ambassade américaine de la contreva~~l~~eur au cours acheteur de la valeur FAS des marchandises et en transférant le reliquat au compte "bénéfice de change".

Deux avis de crédit seront présentés en compensation, l'un pour la provision constituée en F.C. calculée au cours acheteur, l'autre pour le montant représentant le bénéfice de change.

L'"Approved Applicant" annexe aux avis de crédit un état récapitulatif indiquant :

- la mention "AA",
- le numéro de la licence,
- le nom de l'importateur,
- la nature et la quantité de marchandises importées,
- la date de négociation par le banquier américain,
- le cours du change en vigueur à cette date,
- le numéro du crédit documentaire,
- le nom du navire transporteur.

c) Fiche d'utilisation, émargement et destination des volets

Lors de chaque paiement, l'"Approved Applicant" établit une fiche d'utilisation en francs congolais qu'il transmet au service "Contrôle Bancaire" du Conseil Monétaire. Le volet rose du modèle "I" émargé sera joint à la fiche d'utilisation lors du dernier paiement.

7. - Documents à remettre après importation.

Immédiatement après le dédouanement des marchandises, l'importateur fait parvenir à AGETRAF, S.C.R.L., B.P. 8834 à Léopoldville, transitaire officiel du Gouvernement Congolais :

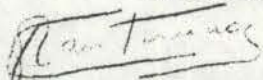
R

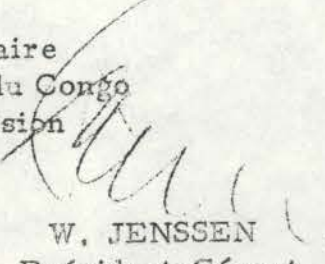
...

- une copie de la déclaration de mise en consommation des produits importés,
- une copie du rapport de contrôle quantitatif et qualitatif de la Société Congolaise de Surveillance,
- le connaissance direct aller s'il y a lieu ou une copie de la lettre de transport certifiée conforme et prouvant le transport du port de débarquement jusqu'à destination finale, ces deux documents étant apurés pour réception finale par le destinataire.

Léopoldville, le 28 janvier 1964

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission


E. MANTOMINA
Par délégation


W. JENSSEN
Président-Gérant



INTER-OFFICE MEMORANDUM

21 février 1964

TO: Mr. B.F. Osorio-Tafall, Chief, Civilian Operations

FROM: Gustav Cederwall, Public Finance Controller *Gustav Cederwall*

SUBJECT: Comments on the public finances of the Congo

... A number of notes on the finances of this country have recently been prepared. I am thinking of your note to our Headquarters, prepared by Mr. Brooks and co-signed by Mr. Jenssen and myself. I transmitted at about the same time a note on the Treasury situation, prepared by Mr. Lamonzie. I have further made a note about the Ordinary Budget proposed for 1964. I attach herewith a revised calculation of the Treasury requirements for the month of February.

Having been associated with all these notes I feel obliged to explain the relation between the various estimates. I do not think there is any fundamental inconsistencies between them.

Of the four notes, the one about the Budget should be self-explanatory. The proposal is now before the Council of Ministers and I hope it will be passed and published without much further delay.

It may be important to note the character of the Budget as traditionally conceived in this country. The revenue side is - as in other countries - a prevision, a forecast of the yield of the various sources of income. As all forecasts it may be more or less perfectly fulfilled; realisations may differ from the expectations. In my note I have made some comments on this point. But I would also like to argue for the presentation of not too conservative estimates that could serve as targets and spur the Congolese administration to increased efforts.

cc: Mr. James R. Brooks
Mr. W. Jenssen

The expenditure side represents a budget of engagements, authorizing the administration to enter into the commitments defined by the budget. In this respect it differs from what is normal in many other countries (including my own). It is thus not to be regarded as a forecast of actual expenditure or payments during the fiscal (calendar) year. There are payments, particularly during the first months of the year, which result from engagements entered into according to previous budgets. There are, on the other hand, payments arising out of this year's budget, which will actually be made only after the end of the year.

For many reasons it is not at this moment possible to arrive at any precise estimate of the outstanding liabilities. There is an unknown amount of non-paid bills. There are payment obligations connected with the old provinces, which ceased to exist in the autumn of 1962. We have still not been able to arrive at any clear picture of the financial situation of the parastatal institutions, many of which have not presented their balances for a couple of years.

For these reasons it is impossible to make a direct comparison between the budget and the actually realised income and payments, the Treasury requirements. Furthermore the timing during the year may be influenced by various factors some of them mentioned below.

When we started our discussions about the monthly requirements of the Treasury for the first months of this year, I nevertheless did not object to taking one twelfth of the Budget estimates for 1964 as our starting point. These indicated a need to find some 1 200 million CF each month over and above ordinary revenue. In view of the developments during 1963, this did not seem unreasonable.

Your note intended to discuss the possibilities to find resources to cover this requirement during the months of February, March and April. It is expected that the profit of exchange transactions will yield some 800 million CF per month. Where to find the rest?

Attention was fixed on the counterpart funds for budget support. The careful calculations seemed to indicate that the estimates included in the budget were on the high side and that the money was likely to come in only with some delay. I have been informed by our American friends that these estimates on the other hand may be too pessimistic. Payments for goods in the pipe line may yield accruals of some 700 million CF before the end of April.

The other extraordinary source was the 1963 profit of the Monetary Council. If this could be used in February-March, it should be possible to carry the Treasury over this period and we could come back to a further analysis of the situation in April. This was the conclusion of your note to which I subscribed.

In the meantime the Ministry of Finance had continued its efforts to bring order in its accounts. The exceptionally high figures of requirements in December 1963 lead to thorough discussions. One explanation appeared to be an accumulation, in the Monetary Council, of payment orders, signed by the Ministry. Measures have been taken to assure better correspondence between the Ministry and the Council.

Another explanation was found to be a delay by certain services to deliver amounts collected on Government account. Particularly the taxation services showed rather poor results in the last months of 1963. Special measures were therefore taken to increase the efficiency of these services and speed up their payments into the Treasury account.

These measures were described in the note by Mr. Lamonzie. They were estimated to yield some 800 million CF as an extra revenue in the month of February. Naturally this has improved the Treasury situation and reduced the need to have recourse to exceptional sources this month.

... The calculations of the Treasury requirements for February have now once more been revised and I attach the result. As will be seen the deficit over and above ordinary resources for the month of February is now estimated at 365 million CF, well within the current profit from the exchange transactions.

The main conclusion of our previous calculations, that it will be possible to meet the requirements of the Treasury for the month of February, March and probably also April by utilizing the profit from the exchange transactions and the profit of the Monetary Council for 1963, without recourse to counterpart funds, therefore still seems to hold true.

The situation, nevertheless, must be subject to our constant attention. The restoration of sound financial order must be a progressive operation. Our estimates will certainly have to be revised according to experience. I welcome permanent consultations between all concerned, particularly in direct contacts between the Ministry of Finance and the Monetary Council.



INTER-OFFICE MEMORANDUM

20 février 1964

TO: Monsieur G. Cederwall, Ordonnateur des Finances Publiques
FROM: Louis Lamonzie, Finances Publiques
SUBJECT: Situation de trésorerie pour l'échéance de fin février 1964

En vue de l'exécution de l'échéance du 29 février 1964, la situation de trésorerie se présente comme suit :

A.		en millions de F.C.
1.	Disponible avance du Conseil Monétaire	
	Plafond des avances	32 000
	Marge réservée aux parastataux	300
		<hr/>
	Prélèvement autorisé	31 700
		<hr/>
	Bons du Trésor émis au profit du Conseil Monétaire	31 700
		<hr/>
	Disponible	Néant
		<hr/> <hr/>
2.	Solde créditeur du compte de la République au Conseil Monétaire (Compte No. 205)	1 013
	Ordres en instances	73
		<hr/>
	Disponible	940
		<hr/> <hr/>

3. Recettes prévisibles du 15/2 au 29/2/64

en millions de F.C.

Douanes	500
Douanes Katanga (compte 90)	300
Autres recettes	150

Disponible 950

Total recettes 1 890

B. Dépenses à assumer du 15 au 29 février 1964 (en millions de F.C.)

Nature	Total du mois	Dépenses effectives du 1 au 15	Dépenses à effectuer du 15 au 29
Institutions publiques	50	6	44
Militaires (traitements + rappels de traitements)	600	3	597
Fonctionnaires et techniciens	370	2	368
Comptables civils et postes	200	32	168
Dépenses extérieures	50	38	12
Dépenses intérieures	50	12	38
Matériel et frais d'entretien	700	359	341
Subsides	40	25	15
Travaux	40	6	34
Subventions aux provinces	500	122	378
Enseignement	450	388	62
Transfert couverture Sud Katanga ...	30	-	30
Charge de la dette publique	200	35	165
	3 280	1 028	2 252

C. Impasse trésorerie : (en millions de F.C.)

Dépenses du 15/2/64 au 29/2/64	2 252
Recettes " " " "	1 890
	<hr/>
Impasse	362

Avec les 800 millions de boni de change que doit verser le Conseil Monétaire, nous resterons donc avec un solde créditeur de:

Boni de change	800
Impasse	362
	<hr/>
SOLDE CREDITEUR AU 29 FEVRIER 1964	438
	<hr/> <hr/>

Léopoldville, le 17 janvier 1964

Circulaire n° 164

- Aux Banques agréées,
 - A la Douane,
 - Aux Importateurs.
-

AIDE FINANCIERE DU ROYAUME-UNI

Article 1

Le Gouvernement du Royaume-Uni met à la disposition du Gouvernement de la République du Congo un montant de £ 714.286 (deux millions de dollars) pour couvrir des importations de marchandises en provenance du Royaume-Uni. Les marchandises seront payées dans le Royaume-Uni par le Gouvernement britannique et leur arrivée au Congo sera dûment certifiée et vérifiée selon des procédures à convenir entre les deux Gouvernements. Le montant de £ 714.286 mis à la disposition par le Gouvernement du Royaume-Uni comprend le coût du transport et de l'assurance des marchandises jusqu'à l'endroit de leur entrée au Congo.

Article 2

Les importateurs qui figurent sur la liste de répartition établie par le Ministère de l'Economie Nationale du Gouvernement Central en accord avec le Bureau de la Coordination Economique, recevront une lettre de quota pour le montant alloué (CIF). Les importateurs remettront leur lettre de quota à leur banquier et rempliront un formulaire de licence modèle "I" (formulaire récent avec frais connexes incorporés) sur lequel ils apposeront la mention "AFB" (Aide Financière Britannique) que leur banquier transmet ensuite à l'Office des Licences, Léopoldville, uniquement, pour validation. A la réception de la licence validée, le banquier de l'importateur ouvrira un crédit documentaire par lequel l'importateur doit verser une couverture de 100% auprès de son banquier. Le banquier remettra cette couverture au Conseil Monétaire qui la conservera dans un compte spécial.

Article 3

Les licences délivrées dans le cadre de cet accord auront une validité maximum de 120 jours à dater du moment de la validation et ne seront prorogées par l'Office des Licences que dans des circonstances exceptionnelles. Les licences d'importation doivent inclure une allocation pour fret, une police d'assurance tous risques en sterling et tous les frais de banque. Tous autres frais seront exclus.

Article 4

Le cours du change à appliquer sera le cours officiel en vigueur à la date à laquelle le banquier congolais aura reçu l'avis d'utilisation du crédit documentaire par le correspondant anglais.

./...

R

Article 5

Les Banques congolaises agréées passeront ensuite les crédits documentaires par l'intermédiaire de leurs correspondants à Londres, leur demandant que la banque nommée par le Gouvernement Britannique donne avis et éventuellement confirme les crédits. Cette banque (Martin's Bank, Chief Overseas Branch, 80 Gracechurch St., London E.C. 3) effectuera les paiements contre tous documents présentés conformément aux conditions du crédit, à savoir :

- a) Factures commerciales conformes aux factures proforma remises antérieurement ;
- b) une police d'assurance tous-risques en sterling ;
- c) un jeu complet de connaissements directs, mentionnant le coût du fret et du transport payés jusqu'au Congo. Le connaissement direct sera établi à l'ordre de la Banque établissant le crédit ;
- d) le Certificat de l'Exportateur disant que les marchandises sont fabriquées en Grande-Bretagne ;
- e) tous autres documents exigés par l'importateur ou le Ministère de l'Economie Nationale.

Article 6

Les banques agréées mentionneront explicitement, à l'intention de la Martin's Bank Ltd., le numéro, la date de validation et d'échéance de la licence et que l'importation se réalisera dans le cadre de l'Aide britannique.

Article 7

Les décomptes finaux seront rajustés sur base du cours en vigueur le jour de réception de l'avis d'utilisation des crédits documentaires et les banques agréées présenteront une fois par mois un état récapitulatif de ces décomptes au Siège de Léopoldville du Conseil Monétaire et à cette occasion créditeront ou débiteront celui-ci des différences existant entre les montants versés à titre de provision et la contrevaletur en francs congolais des décomptes finaux.

Les banques procéderont de même dans le cas où les crédits documentaires ne seraient pas utilisés en tout ou en partie à l'échéance.

Article 8

La circulaire n° 161 "Contrôle avant embarquement" est d'application pour les licences modèle "I-AFB" (Aide Financière Britannique).

Article 9

Les autres dispositions relatives à l'importation modèle "I" sont d'application.

Léopoldville, le 17 janvier 1964

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission

E. MANTOMINA
Par délégation

W. JENSSEN
Président-Gérant

Léopoldville, le 21 décembre 1963

Brooks 22

Circulaire n° 161

- Aux Banques agréées,
- Aux Importateurs.
-

Objet : Contrôle avant embarquement des marchandises admises à l'importation.

Article 1

Les dispositions des circulaires 83, sauf préambule, 93, 109, 130, 137, 144 et 157 ainsi que des lettres circulaires n° C/5215, 5726 et 6062 sont remplacées par les dispositions suivantes qui entrent en vigueur le 1er janvier 1964.

Article 2

La procédure de contrôle à l'importation avant embarquement s'applique à toutes les marchandises faisant l'objet de licences d'importation modèle "I" (avec paiement sur les propres devises de la République du Congo et celles avec couverture par le débit de comptes "Résidents Monnaies Etrangères") et modèles "AF".

Les produits chimiques et les produits d'industries connexes (code douanier et tarif 28 à 40) feront uniquement l'objet d'un contrôle quantitatif et de surveillance à l'embarquement. Il en est de même pour les produits pharmaceutiques.

Sont exempts de contrôle avant embarquement, mais pourraient faire l'objet d'un contrôle à l'arrivée, les importations de :

- sel, fleurs, épices, livres, journaux et objets d'art;
- essences, fuel, gasoil (rubriques douanières 27.10.21 à 27.10.33 inclus);
- tous produits jusqu'à concurrence de 60.000 Fcs C. en valeur FOB.
- les importations sans paiement faites par les importateurs visés à l'article 5 du chapitre II de notre circulaire 124, c'est-à-dire les établissements d'enseignement jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière ainsi que les institutions philanthropiques pour autant que ces importations constituent des dons ou soient destinées à l'approvisionnement des dits importateurs.
- les importations "sans paiement" de biens destinés à l'usage personnel des importateurs.
- les importations "sans paiement" de biens d'équipement ou de consommation qui s'effectueront sur base de dérogations accordées par le Conseil Monétaire sauf si ces dérogations prévoient le contrôle.
- pour les licences sous régime S.1 :

a) les importations inférieures à 60.001,- Fcs C. en application d'une licence globale sont exemptes du contrôle.

b) lorsqu'on groupe sur une même licence plusieurs postes de rubriques douanières différentes, ceux inférieurs à 60.001,- Fcs C. sont également exempts de contrôle avant embarquement.

./...
[Signature]

Article 3

L'Office des Licences ou les Banques agréées apposeront sur les licences la formule suivante :

" Lors du paiement, il est exigé une attestation de vérification quantitative, qualitative (barrer "qualitative" pour les produits chimiques et pharmaceutiques) et de chargement sur navire du correspondant de la Sté Congolaise de Surveillance (Sté Générale de Surveillance, S.A., Genève), S.C.R.L., Léopoldville. Lorsque l'attestation de vérification le précise explicitement, le paiement pourra se faire sans contrôle qualitatif, ce dernier se faisant alors obligatoirement à l'arrivée au Congo".

Même en l'absence de la clause de contrôle sur la licence, les Banques auront soin d'insérer dans le crédit que le paiement est subordonné à la présentation d'une "attestation de vérification" délivrée par les correspondants de la Sté Congolaise de Surveillance (Sté Générale de Surveillance, S.A., Genève), S.C.R.L., Léopoldville.

Les exemptions non prévues à la présente circulaire et accordées aux importateurs devront être expressément mentionnées sur les licences s'y rapportant.

Article 4

L'organisme de contrôle est en droit de refuser à délivrer le certificat si l'origine de la marchandise contrôlée ne correspond pas au "pays d'origine" figurant sur la licence.

Article 5

Les frais de contrôle sont sur valeur FOB des licences :

- de Fcs C. 60.001,- à Fcs C. 300.000,- : la contrevaletur en Fcs C. au cours vendeur de : 20 \$ par intervention;
- de Fcs C. 300.001,- à Fcs C. 900.000,- : la contrevaletur en Fcs C. au cours vendeur de : 45 \$ par intervention;
- à partir de Fcs C. 900.001,- : 0,75% de la valeur FOB de la marchandise.

Article 6

Le paiement des frais de contrôle sera fait par les banques pour compte des importateurs au moment de l'achat de change. Ce moment se situera lors du règlement des marchandises elles-mêmes après embarquement pour les importations s'effectuant à change non couvert sur les devises de la République du Congo.

Le montant des frais de contrôle encaissés par les banques sera viré par la voie de la Chambre de Compensation, en fin de chaque semaine au Siège de Léopoldville du Conseil Monétaire qui enregistra les montants perçus en un compte "Fcs Congolais transférables" n° 488.

L'importateur fournira deux copies supplémentaires des avis de versement que la banque remettra à la Sté Congolaise de Surveillance après y avoir annoté les numéros des licences s'y rapportant et la valeur de la marchandise importée.

./...



Article 7

Les frais se rapportant au contrôle de marchandises importées sur base de licences "sans paiement", règlement par le débit de comptes "R.M.E." devront être réglés par le débit de ces mêmes comptes au moment du paiement de l'importation, en faveur du compte "R.M.E." que la Sté Congolaise de Surveillance ouvrira auprès de chacune des Banques locales.

En cas d'expéditions partielles le banquier procédera, s'il y a lieu, au rajustement provenant des prélèvements minima par tranches contrôlées même inférieures à Fcs C. 60.001,-, pour compte de l'importateur.

Les frais se rapportant à des importations réglées au moyen des propres devises détenues à l'étranger par les importateurs seront payés au moyen de ces mêmes propres devises contre remise de l'attestation lors du contrôle par le correspondant étranger de la Sté Congolaise de Surveillance.

Article 8

L'importateur devra remettre aux banques qui les feront parvenir à la Sté Congolaise de Surveillance à Léopoldville, soit directement pour les licences visées par elle, soit par le canal de l'Office des Licences :

- 2 copies ou photocopies de la licence visées par les banques;
- 2 copies ou photocopies de la facture proforma visées par les banques;
- soit échantillon, soit lettre de description de la marchandise, ou toute documentation sur base de laquelle, la transaction a été conclue;
- les banques transmettront à la Sté Congolaise de Surveillance 2 copies ouverture crédocs.

Cette documentation sera transmise par la Sté Congolaise de Surveillance à son correspondant à l'étranger et servira de base au contrôle.

En outre, complémentirement à la lettre circulaire n° 1024 du 1/6/61 de l'Office des Licences (documents requis : point 2 - a) il y a lieu de fournir à l'Office des Licences lors de la présentation des documents, une facture originale en double exemplaire de l'usine productrice ou du fournisseur effectif, établie à la valeur FOB ou FAS, et ce même dans les cas où la commande à l'étranger s'effectue par l'intermédiaire d'un bureau d'achat.

Article 9

En cas de non conformité de la marchandise présentée par le fournisseur, l'importateur prendra contact avec l'Office des Licences et le Conseil Monétaire qui statueront.

Article 10

Les procédures pour les importations en provenance des pays limitrophes destinées à l'Est du pays, ou pour certaines importations au Katanga, seront fixées dans chaque cas.

Article 11

Pour des besoins statistiques, l'Office des Licences et les Banques agréées remettront à la Sté Congolaise de Surveillance la copie marquée : "SUPERVISE" même pour des licences inférieures à Fcs C. 60.001,-. De même, toute modification apportée aux licences sera communiquée par les Banques agréées à la Sté Congolaise de Surveillance.

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission

D. NDUNGIDI
Par délégation

W. JENSSEN
Président-Gérant